

Nouvelles locales des mercredi 04 et jeudi 05 février 2015

@rib News, 05/02/2015 | Politique - Au moment où le Burundi a célébré, ce jeudi, le 24^e anniversaire de la charte de l'unité nationale (photo), le président de la République a salué le fait que cette célébration intervient alors que la CVR a déjà été mise en place et commencé ses travaux. Pierre Nkurunziza estime que la vérité est la base d'une paix durable qui est elle-même synonyme de développement intégral. Il a ainsi demandé à toute personne de travailler de militer pour la vérité concernant ce qui s'est passé au Burundi afin que la paix s'installe définitivement.

Il a également fustigé ceux qui ont attaqué le pays au mois de décembre dernier estimant qu'ils ne savaient pas que les Burundais ne veulent plus la guerre. Au moment où les enquêtes montrent que ce sont des Burundais qui ont attaqué le pays, il demande que Dieu leur pardonne puisqu'ils ne savent pas ce qu'ils font. Il atteste qu'il n'y aura plus de Burundi si l'union actuellement en vigueur persiste et assure que le peuple burundais veut l'unité, la paix, le développement et la démocratie et rien d'autre. Tout en déplorant les morts, il fustige encore une fois ceux qui ont entraîné les Burundais dans la guerre et promet le pardon et la réinsertion sociale pour ceux qui sont encore en vie et qui restent cachés et leur demande de se rendre avant la fin de ce mois de février. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb] - Le ministre de l'Intérieur a pris acte de l'existence de l'ADC-Ikibiri comme une coalition des partis politiques de la République reconnue au Burundi. Cette coalition est initialement composée de 4 partis politiques CNDD, le FEDS le FRODEBU et SONOVI. Alors que cette coalition comptait initialement une dizaine de partis politiques, le président de cette alliance affirme que les autres partis vont continuer à adhérer. L'once Ngendakumana trouve que ce retard est dû aux conditions dures posées par le ministre de l'Intérieur qui ont fait que certains partis n'aient pas réuni toutes les conditions. Selon lui, l'essentiel est que cette coalition soit reconnue par la loi et ajoute que les autres vont s'y ajouter incessamment. Le parti MSD fait savoir qu'il fait partie de l'ADC-Ikibiri à part entière. Selon le porte-parole de ce parti, il y a seulement eu une lenteur administrative et n'ont pas pu présenter à temps toutes les pièces exigées. François Nyamoya ajoute que dans les plus brefs délais, ce parti sera ajouté à la liste déjà approuvée par le ministre puisque nécessaire à être transmis ce mercredi. [rtnb/bonesha/rpa/isanganiro/rtr] - La coalition RANAC non encore agréée trouve que cet acte du ministre de l'Intérieur ne vise qu'à perturber le processus de réunification des partis politiques. Selon Evariste Ngayimpenda, accepter 4 partis politiques au lieu d'une dizaine que comptait l'ADC-Ikibiri n'est qu'un moyen de vouloir empêcher ou faire obstacle à une réunification de certains partis politiques. Il voit ainsi que cela ne va rien donner sur le plan politique et trouve par ailleurs que cela vient pour confirmer la thèse selon laquelle le ministre Nduwimana ne veut pas entendre parler de la réunification entre les partis politiques déchirés.

[bonesha/rpa/isanganiro/rtr] - Le parti Uprona dirigé par Charles Nditije demande au président de l'Assemblée Nationale de ne pas donner suite à une lettre écrite par le camp Concilie Nibigira pour demander la radiation du député Charles Nditije de la liste des parlementaires de ce parti. En effet, le camp Concilie Nibigira estime que le député Charles Nditije a démissionné du parti Uprona. Il l'accuse aussi de s'allier avec d'autres partis politiques dans le but de préparer aux élections de 2015. Enfin, il l'accuse de signer des documents ou des correspondances au nom du parti Uprona alors qu'il n'en a pas les prérogatives. Le professeur Evariste Ngayimpenda estime que ces accusations ne sont pas fondées en droit et estime que si le président de l'Assemblée nationale donnerait suite favorable à Concilie Nibigira, cela engendrerait plus de problèmes. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr] - Le ministre de l'Intérieur vient d'adresser une correspondance à Rwaswa Agathon pour lui interdire l'utilisation des insignes du parti FNL alors qu'il n'en est pas membre. Il lui annonce que Jacques Bigirimana a porté plainte contre lui pour que le ministre agisse dans ce sens. Suite à cette correspondance, Rwaswa Agathon voit quant à lui qu'il s'agit d'une entente entre Jacques Bigirimana et Evariste Ngayimpenda puisqu'il n'a jamais été informé de cette plainte. De plus, il fait savoir qu'il n'utilise pas les insignes du parti FNL puisqu'il ne connaît même pas ceux utilisés par Jacques Bigirimana. Il demande ainsi que cette correspondance ne soit pas une source de mécontentement puisque ce qu'elle interdit n'est pas appliqué et que cela n'est qu'un prétexte. Les Burundais ne veulent pas la réunification du parti FNL. [bonesha/rpa]

- Suite aux arrestations en cascade un peu partout dans le pays des membres du FNL fidèles à Rwaswa Agathon, ce dernier trouve qu'il est inquiet tant que ce phénomène ne refait surface et surtout à l'approche des élections. Selon Rwaswa Agathon, le plan "SAFISHA" semble être remis en marche après qu'il ait été dénoncé par les défenseurs des droits de l'Homme. Il trouve que ceux qui ont déjà été arrêtés que les autres vies devraient être épargnées. Il demande ainsi que ses membres soient libérés pour qu'ils continuent leurs activités politiques. [bonesha/rpa/rtr] | Sécurité - Le Lycée "The Love" de Gasenyi tenu par une mission adventiste dans la commune de Buganda en province Cibitoke a été attaqué la nuit de ce mardi à mercredi par une vingtaine de personnes armées de fusils. Selon des sources sur place, il était vers 1h du matin quand ce groupe a fait irruption dans le dortoir pour garçons et a commencé à exiger de l'argent, des téléphones portables, des habits et autre objet de valeur dont deux matelas. Les élèves se sont exécutés et le groupe est resté sur les lieux pendant plus d'une heure. Les malfrats ont dit aux élèves qu'ils venaient récupérer ces biens et ont même ajouté qu'ils leur permettraient de revenir à un moment donné. Alors que les élèves pensent que ce groupe serait lié avec celui qui a attaqué la commune de Cibitoke au mois de décembre dernier, la direction de l'école estime quant à elle qu'il s'agit d'un banditisme simple. Tous demandent que la sécurité de cette école soit assurée. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb] | Justice - Le Tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura a décidé ce mercredi le maintien en prison du directeur de la RPA. Après une audience en chambre de conseil tenue ce mardi, les juges ont estimé que Bob Rugurika doit rester en prison pour faciliter le travail de la justice en ce qui est de la recherche de la vérité sur le massacre de trois sœurs italiennes de la congrégation xavérienne. Le siège a estimé qu'une libération permettrait une consultation frauduleuse des suspects. Selon les avocats de la défense, cette décision est déplorable dans la mesure où elle n'est appuyée sur aucune base légale mais plutôt est basée sur des considérations d'ordre subjectif. Selon Maître Lambert Ndirakobuca, est impensable de dire qu'une libération de Bob Rugurika permettrait une consultation frauduleuse des suspects alors qu'il n'y en a qu'un seul. Il trouve que cette décision prouve à suffisance que les juges burundais ne sont pas

indépendants dans leurs actions et précisent qu'ils vont, dans les meilleurs délais, saisir cour d'appel. Selon lui, les juges de cette cour diront et liront le droit et libéreront le directeur de la RPA. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] - L'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) se dit surprise par la décision de la chambre de conseil du tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura concernant le directeur de la RPA. Selon le président de cette organisation professionnelle des journalistes, c'est une décision décevante et honteuse pour le pays, laquelle décision est un signe que la justice burundaise est loin de prendre ses racines au pays. Alexandre Niyungeko fait savoir qu'ils ne cesseront pas pour autant à réclamer la libération de Bob Rugurika ainsi que la vérité sur l'assassinat des trois soeurs de la paroisse Kamenge. Ceux qui les ont tués doivent être traduits devant la justice. Il estime que tôt ou tard, ceux qui prennent des décisions en cachette vont être connus et la justice va leur tomber dessus. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]